

A l'Assemblée Législative, M. Nantel député du comté de Terrebonne, secondé par M. Sawyer député du comté de Compton, a proposé l'adresse en réponse au discours du Trône.

Au Conseil Législatif M. le Dr LaRue, récemment nommé membre du Conseil, avait accédé l'honneur de proposer cette adresse, seconde par l'Hon. M. Wood.

Nul doute que l'allusion faite à l'agriculture et à la colonisation, dans le discours du Trône, provoquera tant au Conseil Législatif qu'à l'Assemblée Législative, une discussion toute à l'avantage de la classe agricole, car nous aimons à le proclamer ici, les honorables membres du Conseil et de l'Assemblée Législative sont pour ainsi dire unanimes à vouloir aider, par tous les moyens possibles, au développement de la colonisation ainsi qu'à opérer le progrès agricole dans ses différentes exploitations, et pour en arriver là, à favoriser d'une manière pratique l'enseignement agricole par nos écoles d'agriculture, les cercles agricoles, et les journaux d'agriculture.

L'Hon. M. P. LaRue, que l'on sait si disposé en faveur de la classe agricole, dont il s'honore d'être lui-même un membre par profession, a le premier donné le signal de ce mouvement patriotique, tel que nous le verrons par l'extrait suivant que nous faisons de son discours :

..... "Le Gouvernement de Québec, a dit M. le Dr LaRue, convaincu que la base de la prospérité d'un pays repose sur les succès de son agriculture, nous soumettra des mesures pour favoriser son développement et son amélioration par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales. Cette question doit intéresser particulièrement la législature. Quoi qu'on en dise, l'agriculture a fait de grands progrès, et les efforts louables qui ont été dans ce sens ont produit de bons résultats. Nous devons rendre justice à ceux qui ont donné tant de preuve de leur zèle et de leur dévouement. Mais il semble admis que l'ancien système a fait son temps. Si nous ne voulons pas rester stationnaires, il nous faut des changements et des réformes urgentes; les cercles et les écoles d'agriculture subissant une nouvelle direction, donneront certainement une vive impulsion à notre agriculture, et il n'y a pas à le nier: point de progrès sans éducation agricole.

"L'expérience a déjà prouvé amplement que les cercles agricoles stimulés par des conférenciers compétents et encouragés, réformeront rapidement notre agriculture. Les écoles d'agriculture formeront les conférenciers et les conférenciers éclaireront la population agricole.....

"La proposition de Son Excellence de demander l'augmentation des octrois destinés aux travaux de colonisation sera accueillie comme elle le mérite.

"L'exploitation de nos terres incultes ne peut manquer de bénéficier à notre agriculture et ne peut manquer aussi de servir de contrepois à la dépression momentanée de l'industrie manufacturière et du commerce. Cette politique d'augmentation des octrois de colonisation employés avec la plus stricte économie est bien certainement la plus juste et la plus populaire de toutes les politiques....."

L'Hon. M. Wood, qui a secondé l'adresse, a dit entre autres choses "Que l'agriculture a fait beau-

coup de progrès, mais elle peut encore progresser et il est heureux de voir que le Gouvernement est décidé à faire tout en son pouvoir pour développer les ressources agricoles de notre Province."

L'Hon. M. Champagne voit avec plaisir que le gouvernement a l'intention d'augmenter les crédits destinés à la colonisation et qu'il est fermement décidé à travailler au développement de l'agriculture. Il a l'espoir que le projet soumis par le premier ministre fera faire de grands progrès à notre agriculture, qui a pris un nouvel essor depuis quelques années, grâce aux concours, à l'établissement des boulangeries et des fromageries. Tous les cultivateurs sont très satisfaits de ces établissements. Tous nos cultivateurs sont remplis d'émulation; ils améliorent leur bétail, et, tous les ans, ils augmentent la prospérité de leurs fermes. Ce progrès est sensible dans la partie de la province où il réside; elle a emprunté à la rive sud ce qu'elle avait de meilleur. Félicitons-nous, dit-il, de ces succès, car plus notre agriculture avancera dans la voie du progrès, plus notre pays deviendra prospère.

Nous publions ici un extrait du discours de l'Hon. Premier, M. Ross, que les cultivateurs apprécieront, sans doute, puisque, comme Commissaire du Département de l'agriculture, il a pour ainsi dire en mains les destinées de la classe agricole.

Voici ce qu'il dit touchant l'agriculture dont il a la direction pour ce qui concerne la Province de Québec :

..... "Je ne puis cependant me dispenser de dire un mot sur l'agriculture; comme chef de ce département, j'y dois toute mon attention. Ayant fait des études spéciales sur cet important sujet, et étant arrivé à la conclusion que l'agriculture est la base, la pierre fondamentale d'un pays, il m'est impossible de n'en pas parler. Le gouvernement est fermement décidé à faire tout son possible pour développer les ressources agricoles et pour faire disparaître les abus. On ne peut opérer toutes les améliorations d'un seul coup; la tâche serait trop difficile, pour ne pas dire impossible. Car il faut tenir compte des préjugés, et en agriculture il y a peut-être plus de préjugés qu'ailleurs. Il nous faut les faire disparaître graduellement, et pour cela, il nous faut choisir les moyens les plus sûrs. Eh bien, Messieurs, voilà ce que nous nous proposons de faire, et quelques-uns des moyens que nous voulons employer sont mentionnés dans le discours du trône: éducation agricole, concours, expositions provinciales et locales. Il faut, pour ainsi dire, infiltrer la science agricole chez les cultivateurs. Ce sont là les moyens généraux. Quant aux accessoires, ils ne seront pas non plus négligés.

"Les cercles agricoles ont fait beaucoup de bien. Mais vous trouverez aussi des gens—ils ne sont pas nombreux. Dieu merci—qui vous diront que ça ne vaut rien. On comprend facilement que si les auditeurs croient en savoir plus long que le conférencier, ce dernier produira peu d'effet. Nous ne devons pas tenir compte de cette petite minorité; car partout on reconnaît que les lectures et les cercles agricoles produisent une somme de bien considérable. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de forcer les localités à